

Paris, le 18/11/2005

SOUTIEN AUX FAUCHEURS D'OGM CONDAMNÉS LE GOUVERNEMENT ENCOURAGE LA VIOLENCE !

En condamnant sévèrement les faucheurs d'un champ de maïs OGM, José Bové et les huit militants anti-OGM à plusieurs mois d'emprisonnement ferme ou avec sursis pour un arrachage de maïs transgénique, la justice de notre pays cherche à intimider les citoyens et affirme sa volonté toujours plus marquée de réprimer.

Ce jugement montre également clairement l'intention de l'état français de protéger les intérêts des multinationales au détriment de la santé de ses citoyens et qu'il est prêt à tout pour les empêcher de s'exprimer. La justice française ferait mieux de se prononcer sur ces contaminations irréversibles et dangereuses pour la santé des consommateurs que constituent les milliers d'hectares de cultures transgéniques, commerciales ou pseudo expérimentales que le gouvernement et les firmes semencières dissimulent, au mépris de la réglementation européenne (celle-ci impose un repérage précis des cultures OGM, ainsi qu'un registre, accessible au public, de la localisation de ces cultures).

Un pays qui enferme ses jeunes et ses représentants les plus dignes hypothèque son futur. La criminalisation de l'action citoyenne et non violente pousse la population à bout. Les dirigeants de notre pays restent sourds à la demande du peuple créant de plus en plus de frustration et de ressentiment, entretenant un esprit de revanche qui, tôt ou tard, mène à la violence.

L'action des faucheurs relève de la "défense de l'intérêt général", nous appelons la population à soutenir ceux qui représentent l'espoir pour notre pays. Nous appelons à la désobéissance face à des gouvernants qui ont vendu leur âme aux puissances financières. Nous rappelons la valeur de la désobéissance civile dans ces temps où l'accumulation d'argent prime sur la santé et le bien-être public.

Ce sont ceux qui défendent des intérêts privés et mettent en danger la vie des populations, ici en France ou ailleurs dans le monde (particulièrement dans les « pays du sud ») qui doivent être traduits en justice !

Nous, membres du Parti Humaniste, nous confirmons notre soutien aux faucheurs d'OGM ; nous demandons la révision de ce jugement indigne; nous exigeons que toute la lumière soit faite sur les tenants et les aboutissants des cultures transgéniques.

Nous rappelons nos propositions en matière d'OGM :

- Application rigoureuse du principe de précaution ;
- Démocratisation, transparence et indépendance des instituts de recherche ;
- Moratoire de la mise en culture et de la commercialisation.
- Mise en place d'un protocole de recherche indépendant des firmes agro-industrielles.



Alain Ducq
Président du PH